

ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 37
du 17 MARS 2026

**abrogeant l'arrêté n°2024-DCAT-BEPE-7 du 18 janvier 2024, mettant en demeure la société
ALEXANDRALOG FRNE05 de respecter des prescriptions pour ses installations situées sur le
territoire de la commune de Woippy**

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment l'article L.171-8-I ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, sous-préfet de Metz ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 modifié ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié, autorisant la société FAURE et MACHET à procéder à l'extension de la plate-forme d'entrepôt qu'elle exploite à Woippy ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006-DEDD/IC-407 du 8 décembre 2006, imposant à la société FM LOGISTIC des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation de sa plateforme logistique à Woippy et modifiant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 juillet 2000 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012-DLP/BUPE-326 du 24 mai 2012, modifiant l'article I.2 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié autorisant la SCI Woippy Metz Lorraine à procéder à l'extension de la plate-forme d'entrepôt qu'elle exploite à Woippy ;
- Vu** les changements d'exploitant et notamment celui au bénéfice de la société ALEXANDRALOG FRNE05 acté par courrier préfectoral du 19 janvier 2019 ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-DCAT-BEPE-7 du 18 janvier 2024, mettant en demeure la société ALEXANDRALOG FRNE05 de respecter des prescriptions pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Woippy ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-DCAT-BEPE-135 du 15 avril 2025, pour l'exploitation des installations de la société ALEXANDRALOG FRNE05 à Woippy (modifications d'activités et d'installations) ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 4 mars 2026, faisant suite à la visite du 30 janvier 2026 ;

Considérant que les actions correctives mises en place par l'exploitant permettent le retour à la conformité par rapport aux prescriptions contrôlées ;

Considérant que l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2025 susvisé abroge les dispositions antérieures de l'article I.2 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé ;

Considérant en conséquence que la mise en demeure du 18 janvier 2024 susvisée, en ce qui concerne la conformité sur la nature des produits stockés, n'est plus applicable ;

Considérant que l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2025 susvisé a modifié les dispositions antérieures de l'article VII.1.c de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé ;

Considérant en conséquence que la mise en demeure du 18 janvier 2024 susvisée, en ce qui concerne la conformité sur la défense incendie, n'est plus applicable ;

Considérant que l'article 1.11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2025 susvisé a modifié les dispositions antérieures de l'article IX.2.5 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé ;

Considérant en conséquence que la mise en demeure du 18 janvier 2024 susvisée, en ce qui concerne la conformité sur la rétention des eaux d'extinction incendie, n'est plus applicable ;

Considérant ainsi que la mise en demeure susvisée peut être abrogée dans sa totalité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté n°2024-DCAT-BEPE-7 du 18 janvier 2024, mettant en demeure la société ALEXANDRALOG FRNE05 de respecter des prescriptions pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Woippy, est abrogé.

Article 2 :

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Metz) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

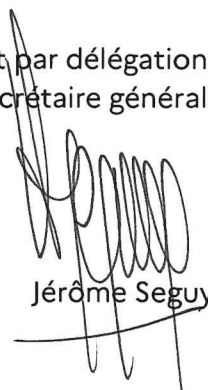
Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télé recours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ALEXANDRALOG FRNE05 et dont une copie est notifiée pour information au maire de Woippy.

À Metz, le 17 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Jérôme Seguy

